CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

Entre les soussignés :

La société MON BUREAU EN VILLE, SAS au capital de 1 000 euros, immatriculée au RCS d'Antibes sous le n° 812 345 678

13 rue du Chevalier Martin, 06800 Cagnes-sur-Mer

SIRET : 812 345 678 00012

Représentée par Monsieur Laurent Cabiac, en qualité de gérant,

Ci-après désignée le "Prestataire",

Et :

[Nom et prénom du Client]

[Adresse complète du client]

Téléphone : [à compléter]

Email : [à compléter]

Ci-après désigné le "Client",

Préambule

Le Client déclare contracter en tant que professionnel pour les besoins de son activité. Il reconnaît expressément que les prestations relèvent exclusivement de son activité professionnelle, ce qui exclut toute application des dispositions protectrices du consommateur. Il reconnaît avoir reçu toutes les informations nécessaires à la conclusion du présent contrat, notamment le devis et les conditions générales de vente (CGV). Le Client reconnaît que MON BUREAU EN VILLE ne fournit aucune prestation destinée aux consommateurs. Le Client reconnaît ne pas pouvoir se prévaloir des dispositions protectrices du Code de la consommation, même en cas de requalification de son activité.

Article 1 – Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la création d'un site internet vitrine personnalisé de 1 à 5 pages. Toute prestation supplémentaire fera l'objet d'un devis validé par écrit. Le Prestataire choisit librement les outils techniques dans le respect des besoins exprimés. Le Prestataire reste seul juge des moyens techniques utilisés. Le Client renonce à contester les choix techniques dès lors qu'ils répondent aux objectifs convenus. La prestation exclut expressément toute fonctionnalité e-commerce, système de paiement, base de données ou développement spécifique sans avenant. En cas d'évolution du périmètre, un devis complémentaire sera requis. Les délais de livraison sont indicatifs sauf mention écrite contraire.

Article 2 – Prix de la prestation

Création du site vitrine : 800 € TTC (facturation unique)

Maintenance mensuelle : 60 € TTC / mois, soit 720 € TTC / an

Hébergement + nom de domaine : 50 € TTC / mois, soit 600 € TTC / an

Total annuel : 1 320 € TTC

Les prix peuvent être révisés annuellement dans une limite de 10 %, avec notification préalable. La révision prendra effet uniquement après acceptation expresse du Client ou signature d'un avenant. Tout défaut de paiement autorise la suspension immédiate des prestations, sans préavis. Aucun rabais ou remise ne saurait être déduit sans accord écrit du Prestataire.

Article 3 – Modalités de paiement

Acompte de 30 % (240 € TTC) à la commande.

Solde de 560 € TTC à la livraison ou en 2 sans frais.

Maintenance + hébergement : 110 € TTC / mois ou 1 320 € TTC / an.

Tout retard entraînera une pénalité de 10 %, minimum 40 € (art. L441-10 C. com.). Les frais de recouvrement sont à la charge du Client. En cas de retard, les prestations sont suspendues après mise en demeure restée infructueuse 8 jours. Le Client accepte expressément que le paiement fractionné est une facilité révocable.

Article 4 – Engagement de durée

Le contrat est conclu pour une durée ferme de 12 mois concernant la maintenance et l'hébergement. Reconduction tacite par période de 12 mois sauf dénonciation par lettre recommandée avec AR au moins un mois avant l'échéance. Toute résiliation anticipée injustifiée entraîne le paiement des sommes restant dues jusqu'à l'échéance. Le Client ne pourra invoquer une simple insatisfaction pour rompre le contrat. Aucun remboursement prorata temporis ne sera dû.

Article 5 – Délai de réalisation

La livraison est prévue sous 10 à 30 jours ouvrés après réception de l'acompte et de tous les éléments fournis par le Client. Tout retard de livraison imputable au Client suspend les délais. Une version non contestée sous 7 jours calendaires est réputée validée. Un email ou bon de livraison fera foi. L'absence de retour écrit dans ce délai vaut validation complète, y compris pour mise en ligne.

Article 6 – Incidents de paiement

Deux rejets de prélèvement entraîneront une mise en demeure. Trois relances sans effet = suspension automatique des services. Les frais engagés restent dus. Le site pourra être réactivé après régularisation intégrale. Les données sont conservées 30 jours. L'indisponibilité ne suspend pas les paiements dus. Toute reprise implique le règlement intégral des sommes dues, majorées des frais éventuels.

Article 7 – Obligations du Prestataire

Le Prestataire livre un site fonctionnel, assure les mises à jour de sécurité, les sauvegardes hebdomadaires et les corrections courantes. Il est tenu à une obligation de moyens. Il n'est pas responsable des bugs liés à des navigateurs obsolètes, des intrusions par mot de passe faible, ou d'un piratage externe sauf faute manifeste. Il ne peut être tenu responsable d'un dysfonctionnement lié à l'hébergeur ou à un réseau externe.

Article 8 – Obligations du Client

Le Client fournit les contenus (textes, images, vidéos...), garantit leur licéité et conformité aux droits de tiers. Il s'engage à collaborer activement, à mettre à jour ses coordonnées et à respecter le RGPD. Le Prestataire n'est pas sous-traitant des données personnelles sauf contrat spécifique. Le Client garantit le Prestataire contre toute réclamation de tiers liée à ses contenus. Le Client est responsable des mentions légales et politiques de confidentialité de son site.

Article 9 – Rétractation

Le droit de rétractation ne s'applique pas aux professionnels (article L221-28 du Code de la consommation). Le Client y renonce expressément et demande l'exécution immédiate. L'acompte est non remboursable.

Article 10 – Résiliation

La résiliation anticipée entraîne la facturation des sommes dues jusqu'à l'échéance. Le non-paiement ne constitue pas une résiliation. Les données et fichiers seront supprimés 30 jours après mise en demeure restée sans effet. Aucun fichier source ne sera remis sans règlement total.

Article 11 – Confidentialité

Obligation de confidentialité pendant 3 ans sur toutes données techniques, commerciales ou stratégiques. S'applique aux collaborateurs, sous-traitants ou partenaires. Toute violation entraîne une pénalité forfaitaire de 3 000 €.

Article 12 – Propriété intellectuelle

Le site, ses visuels et codes restent propriété du Prestataire jusqu'à paiement intégral. Toute utilisation avant paiement est constitutive de contrefaçon. La cession des droits patrimoniaux et remise des fichiers sources ne se fera qu'après paiement total et signature d'un avenant. Toute utilisation non autorisée entraîne une pénalité égale au double du montant restant dû.

Article 13 – Limitation de responsabilité

Le Prestataire n'est pas responsable des pertes de données, d'exploitation ou atteinte à l'image. Responsabilité limitée aux sommes versées sur les 12 derniers mois. Clause essentielle du contrat, sauf faute lourde ou dolosive.

Article 14 – Force majeure

Aucune partie n'est responsable en cas de force majeure (art. 1218 C. civ.), incluant : incendie, coupure réseau, cyberattaque, grève, pandémie. Si l'empêchement dure plus de 60 jours, le contrat pourra être résilié de plein droit.

Article 15 – Preuve contractuelle

Tout échange par email ou messagerie professionnelle lié à l'exécution du contrat vaut preuve. Les horodatages feront foi en cas de litige.

Article 16 – Non-sollicitation

Le Client s'interdit de recruter ou solliciter un salarié ou prestataire du Prestataire pendant le contrat et pendant 12 mois après. Toute infraction entraînera une pénalité forfaitaire de 5 000 € HT.

Article 17 – Médiation

En cas de litige, les parties s'engagent à recourir à la médiation via un avocat ou plateforme agréée avant toute procédure judiciaire. Ce recours est obligatoire sauf urgence manifeste.

Article 18 – Loi applicable et juridiction

Le contrat est régi par le droit français. En cas de litige, compétence exclusive des tribunaux du siège du Prestataire, même en cas de pluralité de parties. Le Client renonce à toute clause de compétence contraire figurant dans ses propres documents.

Article 19 – Clause de sauvegarde

Si une clause du contrat devait être déclarée nulle, les autres dispositions resteront applicables.

Fait à Cagnes-sur-Mer, le [date]
En deux exemplaires originaux.

Signature du Prestataire (Lu et approuvé)

Signature du Client (Lu et approuvé, bon pour accord)